



Haïti

# RAPPORT ANNUEL

# 2023

## Table des matières

<b>Message du Représentant Résident</b>	<b>03</b>
<b>Les résultats clés</b>	<b>06</b>
La mortalité maternelle en Haïti	09
Zéro décès maternel évitable	10
Besoins non satisfaits en matière de PF en Haïti	15
Zéro besoin non satisfait en planification familiale	16
Les violences à l'encontre des femmes	19
Zéro violence basé sur le genre	20
Potentiel des jeunes	24
Ressources externes de cofinancement mobilisées en 2023	25
<b>La vision de l'UNFPA</b>	<b>26</b>

## MESSAGE DU REPRÉSENTANT RÉSIDENT



L'UNFPA s'engage en faveur de la réalisation des trois résultats transformateurs d'ici à 2030, à savoir mettre fin aux décès maternels évitables, à la non-satisfaction des besoins en matière de planification familiale et à la violence basée sur le genre.

Pour y parvenir, l'agence travaille de manière consistante avec des partenaires étatiques et de la société civile sur la base du programme de pays et du plan stratégique. Pour l'année 2023, un ensemble de résultats ont été obtenus. Le gouvernement a modifié la barre des résultats à atteindre en fonction du contexte d'Haïti.

L'UNFPA, en tant qu'organisation cheffe de file des Nations unies pour le suivi et la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), soutient fermement le système de la coordination résidente des Nations unies et la mise en œuvre de toutes les décisions pertinentes des Nations Unies. L'UNFPA appuie la mise en œuvre des Objectifs du Développement durable (ODD) et les résultats du Cadre de Coopération pour le développement durable des Nations Unies (UNSCDF) 2023-2027. Ce Cadre de Coopération intègre les différents mandats de l'Équipe Pays des Nations Unies (EPNU) et celui du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH).

Ce rapport annuel présente ces résultats porteurs de transformation pour 2023 ainsi que ceux relatifs à d'autres domaines : potentiel des jeunes, innovation efficace, ressources externes de cofinancement mobilisées.

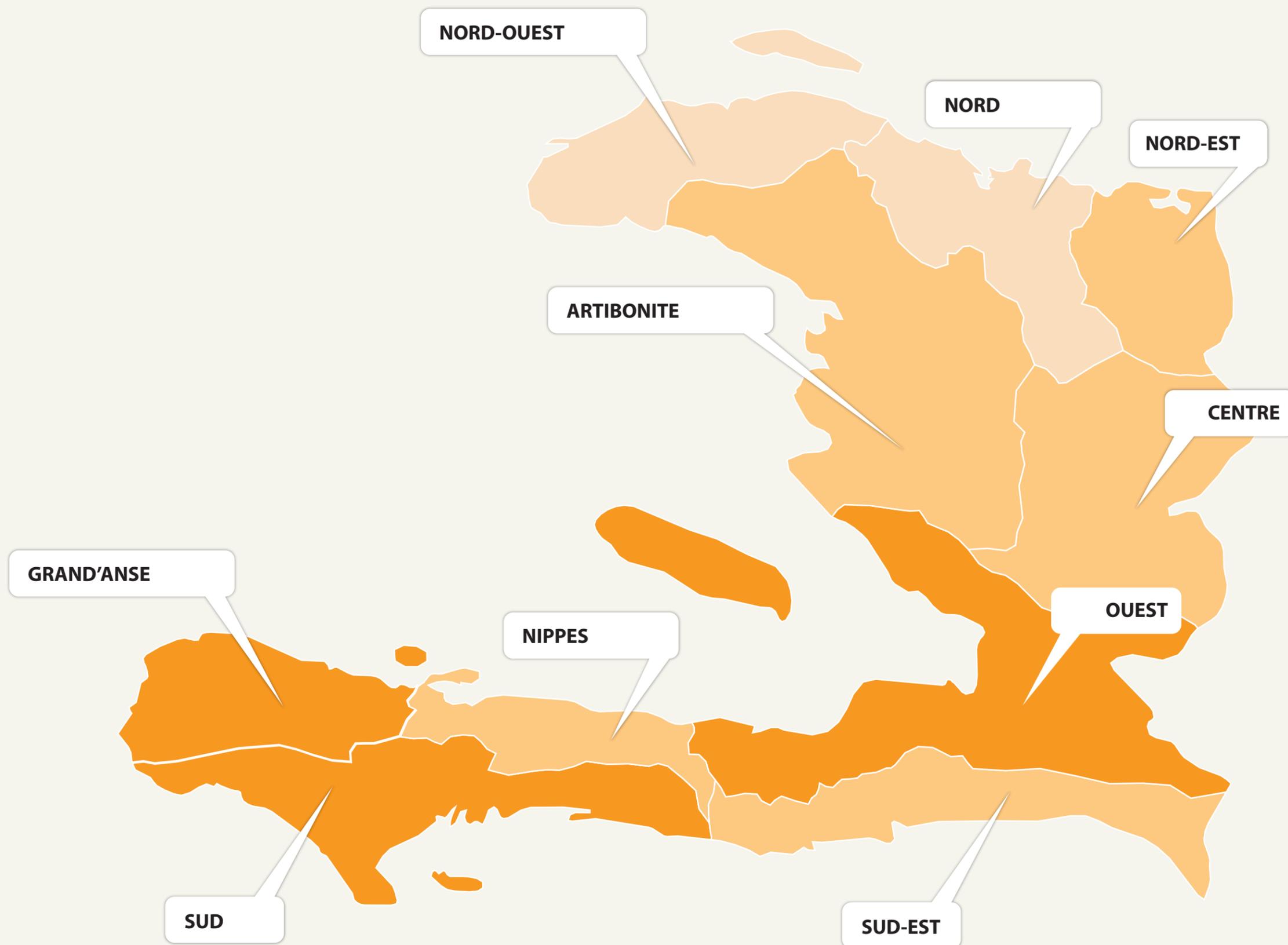
Au-delà des résultats de 2023, ce rapport annuel relève les indicateurs il y a quelques années et les résultats attendus pour les prochaines années.

Ce rapport se termine en précisant la vision de l'UNFPA par rapport aux résultats à atteindre dans les différents domaines dans les années à venir comme un élément dans la réponse collective de l'ONU en Haïti pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

**Philippe Serge Degernier**  
Représentant de l'UNFPA

### Présence de l'UNFPA en Haïti

-  Présence forte
-  Présence moyenne
-  Présence faible



# Les résultats clés



## Zéro décès maternel évitable



**652** décès maternels évités, soit une réduction d'un tiers des décès enregistrés par an.

**88,000** accouchements institutionnels ont été réalisés dont 40% grâce à l'UNFPA et la générosité du gouvernement canadien.

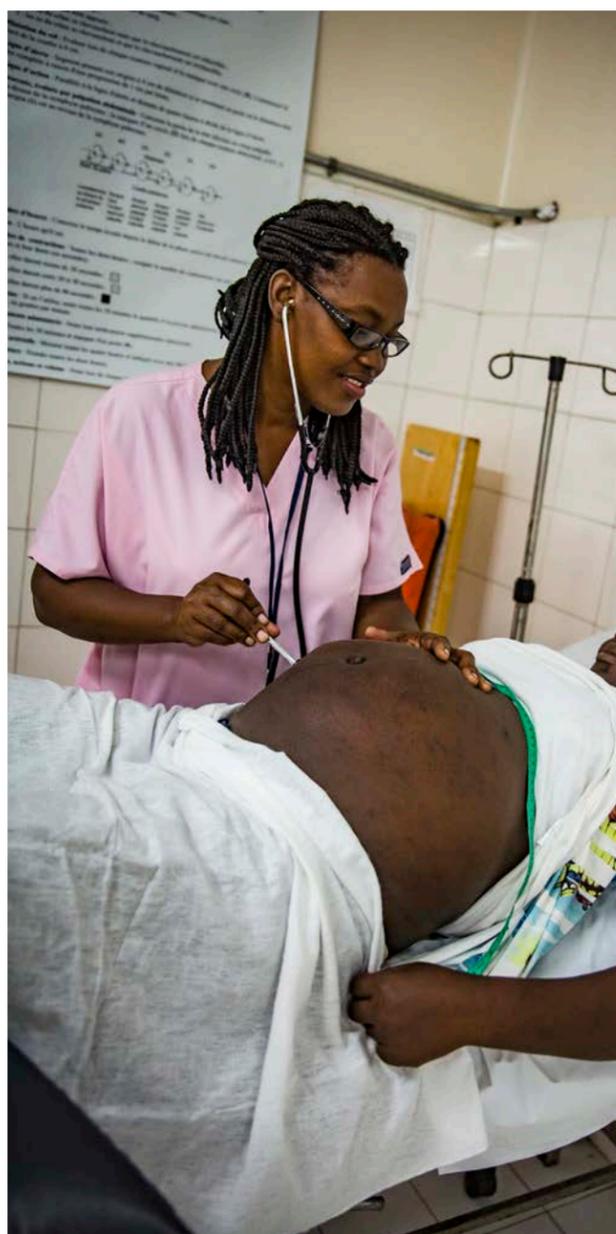


**65%** des institutions de santé, prodiguant des soins essentiels à la femme enceinte depuis les premiers mois de sa grossesse jusqu'à sa période du postpartum.



**357** sage-femmes déployées sur le territoire national dans les institutions publiques et privées au 31 décembre 2023.

**13,455** consultations prénatales.



## Zéro besoin non satisfait en planification familiale

### Acceptantes de méthodes de contraception



**122,524** Acceptantes n' incluant pas ceux et celles qui utilisent les condoms comme méthode dont **9,254** acceptantes de méthode de longue durée soit 7.55% de méthode de longue durée selon SISNU.

### Au niveau des Départements appuyés directement :



**24,450** acceptantes dont **3,479** de longue durée, soit 14.22% de méthode de longue durée.



**89** prestataires ont été formés directement par l'UNFPA sur l'insertion et le retrait d'implants.



## Zéro violence basée sur le genre



**22,918** cas de VBG ont bénéficié de services dans les structures de santé entre janvier et décembre 2023.



**570** Prestataires de services de santé, de services sociaux et acteurs humanitaires ont été formés selon une approche centrée sur les survivants en gestion de cas VBG, en DMU.



**12 "Espaces sûrs pour femmes et filles (GWSS)"** soutenus dans les communautés touchées, offrant des services de prévention et de réponse multisectorielle à la VBG.



## La mortalité maternelle en Haïti

**Environ 1,500 femmes perdent la vie tous les ans pour des motifs évitables liés à la grossesse et à l'accouchement, soit quatre femmes par jour.** C'est le plus haut taux de mortalité le plus élevé de l'hémisphère occidental. Ce taux se rapproche de celui du Yémen où six femmes meurent chaque jour en couches ou de complications liées à la grossesse.

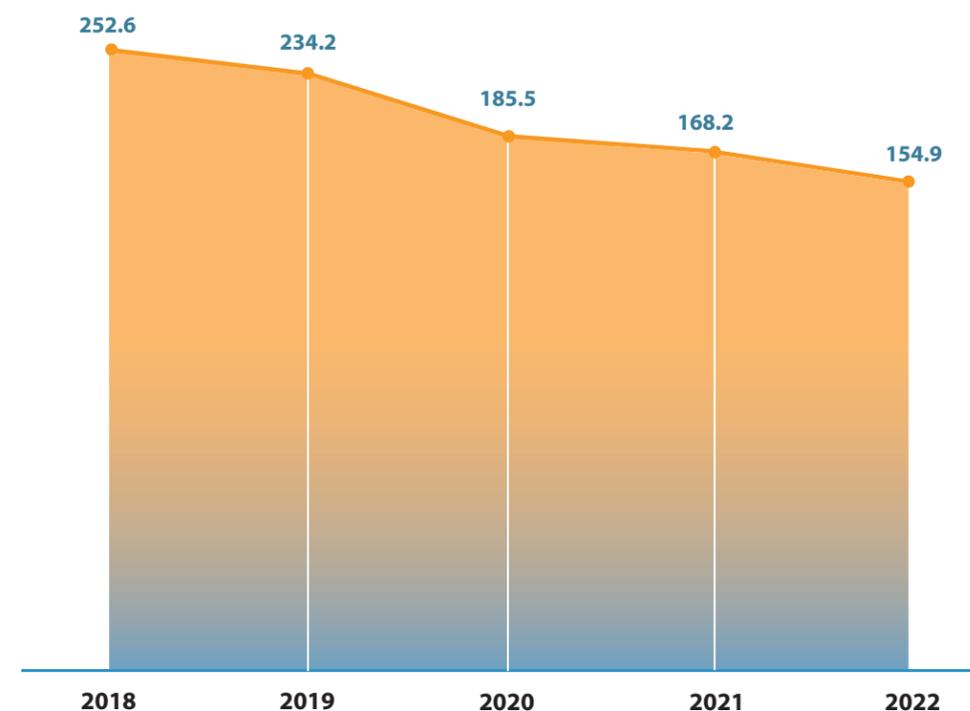
Sur le nombre de naissances vivantes collectées et le nombre de décès maternels au niveau de toutes les institutions de santé, le Ministère de la Santé Publique et de la Population a relevé, sur la base des rapports statistiques antérieurs, une diminution progressive des décès allant de 252.6 à 154.9 pour 100,000 accouchements en milieu hospitalier.

### Mortalité maternelle hospitalière

Haïti a pour objectif de parvenir d'ici à 2030 à une réduction de 50% du taux de mortalité maternelle. L'enquête de morbidité mortalité et utilisation de services (EMMUS IV 2016-2017) établissait un taux de 529 décès maternels pour 100,000 naissances vivantes.

Cependant, les accouchements en milieu hospitalier ne représentent qu'un peu plus d'un tiers, soit 36%, de tous les accouchements. Encore trop de femmes accouchent à domicile par tradition, mais surtout par manque d'accès à des structures médicales à distance raisonnable de leur domicile.

### Évolution du Ratio de Mortalité maternelle hospitalière MSPP, Année 2022



# Zéro décès maternel évitable

L'UNFPA appuie le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) pour réduire les barrières d'accès géographiques et financiers pour les femmes qui ont besoin de services lors des accouchements et habitent loin des institutions sanitaires. **31 institutions de santé sont dotées de ressources humaines, d'équipements, de matériels et d'intrants (médicaments de prise en charge).**

Les capacités des prestataires de ces institutions sont optimisées par la formation pour influencer et garantir la disponibilité des services de santé de qualité de façon générale et de santé sexuelle et reproductive aux femmes en particulier. Cet appui a eu un impact favorable sur les résultats en matière de santé de la population cible et a permis aux professionnels de maximiser leur efficacité et d'améliorer leur prise de décision dans

la réduction de la mortalité maternelle en vue d'assurer la pérennité des initiatives et du système de santé.

L'UNFPA soutient **le système de santé grâce à l'amélioration des infrastructures pour le renforcement de la prestation de services**, y compris l'amélioration du système d'orientation et de prise en charge. Dans le cadre du réaménagement des institutions sanitaires des départements de l'Ouest et de l'Artibonite, l'UNFPA, grâce à la générosité du gouvernement canadien, a facilité l'installation des systèmes photovoltaïques au sein de quatre Maternités (de l'hôpital Fontaine à Cité Soleil, de l'Hôpital de Petite Place Cazeau, de l'Hôpital de Petit-Goâve, et de l'Hôpital de St Michel de l'Attalaye). Cette initiative visait à améliorer les conditions de vie de la population et à rehausser la qualité des ser-

vices des accouchements au sein des maternités, tout en réduisant le taux de mortalité maternelle et néonatale.

Le Projet de renforcement de Paquet Santé Maternelle dans trois (3) Départements frontaliers dans le contexte de COVID 19 est un financement du Fonds Mondial, à travers le PNUD, dans le cadre du Dispositif de riposte au COVID-19 du Fonds mondial (C19RM). Ce projet mis en oeuvre par l'UNFPA en Haïti répond à l'impérieuse nécessité de renforcer le plateau technique avec des interventions de Santé maternelle dans trois hôpitaux et un centre de santé dans 3 départements frontaliers, notamment l'hôpital d'Anse à Pitre (AAP), l'hôpital Notre Dame de la nativité de Belladère, le Centre Médico-Social de Ouaniminthe (CSMO) et le centre de santé de Maissade afin de contribuer au renforcement de l'accès, de la disponibilité des services de santé sexuelle et reproductive et à la réduction de la morbi-mortalité maternelle et néonatale.

Dans ledit projet de "Renforcement de Paquet de services de Santé de la Reproduction dans le contexte post Covid 19 dans 3 Départements (centre, sud-est et nord-est)", l'accès des femmes en âge de procréer de six communes aux services d'accouchements par du personnel qualifié a été amélioré dans les structures de Santé d'Anse-à-Pitre, Belladere, Maissade et de Ouaniminthe :

- **13,455** consultations prénatales
- **4,518** accouchements institutionnels assistés par du personnel qualifié (230 à Anse-à-Pitre, 1767 à Belladere et 2521 accouchements au Centre médico-social de Ouaniminthe (CMSO),
- **829** césariennes
- **1,108** moustiquaires distribuées aux femmes enceintes
- **19,1046** femmes enceintes ont bénéficié de dépistage en matière de COVID

- **179%** des cibles prévues du projet atteintes, soit 1073 acceptantes de planification familiale enregistrées, pour toutes les méthodes modernes confondues, avec un dépassement autour de 79% de la cible fixée du projet soit 600.

Dans le volet de la lutte contre les violences basées sur le genre de ce projet, particulièrement les violences sexuelles, le renforcement de capacités de 43 prestataires de santé des 6 communes du projet sur la prise en charge multidisciplinaire avec un accent sur la prise en charge médicale ont permis de prendre en charge efficacement :

- **122** survivantes par une assistance médicale centrée sur la survivante
- **129** survivantes ont reçu une assistance psycho-sociale dans les institutions appuyées.

## Au niveau national, de façon spécifique, en matière de santé maternelle :

**100 % des intrants** de santé maternelle du MSPP (Ocytocine, Misoprostol, Ergométrine, Sulfate de magnésium, Gluconate de calcium) sont fournis par l'UNFPA grâce à la générosité du gouvernement canadien et aux fonds de partenariat de l'UNFPA pour les équipements. Cet investissement s'est concrétisé par :

- **652** décès maternels évités, soit une réduction d'un tiers des décès enregistrés par an ;
- **88,000** accouchements institutionnels ont été réalisés dont 40% grâce à l'UNFPA et la générosité du gouvernement canadien ;
- **65%** des institutions de santé, prodiguant des soins essentiels à la femme enceinte depuis les premiers mois de sa grossesse jusqu'à sa période du postpartum qui s'étend jusqu'à 42 jours après l'accouchement, ont les sept (7) fonctions essentielles des soins obstétricaux et néonataux d'ur-

gence de base (SONU-B) grâce au gouvernement canadien à travers le projet SSIAP "Accroissement de l'accès aux Services de Santé Intégrés pour les Adolescents et les Femmes au 30 Septembre 2023".

Ces fonctions essentielles de base se traduisent par :

- Administration d'antibiotiques,
- Administration d'anti convulsivants,
- Administration d'utérotoniques (ocytocine),
- Délivrance artificielle du placenta,
- Accouchement par voie basse assistée,
- Extraction des produits résiduels du placenta,
- Réanimation néonatale.

Dans les institutions de santé qui offrent des soins obstétricaux et néonataux d'urgence complets (SONUC) se trouvent 2 autres fonctions supplémentaires comme la capacité de réaliser des (i) Césariennes et (ii) la Transfusion sanguine.

#### Soutien national au système de surveillance des décès maternels et de réponse à travers la Direction de la Santé de la Famille (DSF) :

L'UNFPA a contribué au renforcement de la stratégie "système de surveillance des décès maternels et de réponse" (SDMR) à travers les comités de revue de décès institutionnels, les comités départementaux et le comité national. Sur le nombre de décès survenus dans les institutions appuyées, 32% ont fait l'objet de revues. La revue consiste en l'analyse détaillée du dossier de la personne décédée afin d'identifier les causes structurelles du décès depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau central, en passant par le niveau institutionnel et départemental, pour éviter que d'autres personnes meurent dans les mêmes circonstances.

#### Augmentation du personnel qualifié dans l'équipe de prestations pour l'accouchement et

pour la fourniture de soins respectueux de qualité aux femmes et aux filles : **357 sage-femmes déployées sur le territoire national dans les institutions publiques et privées au 31 décembre 2023**, soit 57.86% des cibles prévues (617) pour le cycle de programme-pays 2023-2027.



*Grâce à ce financement, la maternité du Centre Médico-Social de Ouanaminthe a bénéficié d'une structure en toiture métallique sur la dalle de la maternité contre la filtration d'eau.*

## Système solaire





## Besoins non satisfaits en matière de planification familiale en Haïti

La Planification familiale constitue l'une des interventions prioritaires du ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) en raison de ses bienfaits sur le niveau de bien-être de la famille. Selon le MSPP, elle contribue à la réduction de la mortalité materno-infantile en permettant une meilleure planification des naissances, en réduisant l'impact négatif des grossesses non désirées et des maladies transmissibles telles les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) incluant le VIH/SIDA. De plus, elle participe au renforcement de l'autonomisation des femmes.

Parmi les femmes de 15-49 ans en union, selon EMMUS VI, au moment de l'enquête, 34% utilisaient une méthode contraceptive : 32% utilisaient une méthode moderne et 3% une méthode traditionnelle. Quarante-quatre pour cent de la demande totale en planification familiale parmi les femmes en union est satisfaite par des méthodes modernes (44%). Parmi les femmes de 15-49 ans actuellement en union et qui n'ont pas d'enfant, une sur deux a l'intention d'utiliser la planification familiale dans le futur (50%). Près de deux femmes de 15-49 ans en union sur cinq ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale (38%).

Le ministère de la Santé Publique et de la Population a pour objectif de réduire le pourcentage de besoins non satisfaits en matière de planification familiale de 10%, en augmentant la prévalence contraceptive.

Selon les rapports statistiques Santé, les résultats relatifs à l'utilisation de la planification familiale montrent qu'un total de 561,188 utilisateurs a été enregistré dans le système, soit un taux d'utilisation de la planification familiale de 19%.

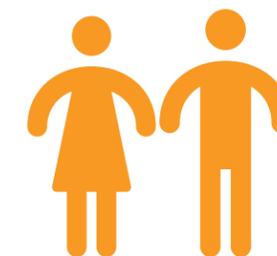
L'indice d'effort des programmes nationaux de planification familiale se mesure sur quatre plans majeurs: politiques, services, mécanismes de surveillance et d'évaluation et accès aux méthodes. Haïti a connu une nette amélioration dans ces quatre composants en dépit de ce faible taux. Le composant le plus fort

généralement, le politique a permis la mise en œuvre du décret de 2013 instituant l'obligation d'offrir des méthodes de planification familiale dans toutes les structures de santé tandis que l'accès s'améliore par l'adoption de la stratégie d'assurance du dernier kilomètre. L'UNFPA appuie annuellement le MSPP pour documenter le niveau de rupture de stock pour des prises de décisions immédiates.

Le taux d'utilisation de la planification familiale demeure certes quasi stationnaire depuis 2018 oscillant entre 18% et 20%. Ce faible taux peut être lié dans une certaine mesure aux obstacles socio-culturels liés à l'utilisation des méthodes de planification familiale, un accès limité à l'information sur les produits et services de planification familiale et aux problèmes d'accessibilité géographique réels en milieu rural. Il nous reste du chemin à parcourir parce que la planification familiale est cruciale pour l'Égalité des sexes et l'autonomisation de la femme.

# 561,188

*utilisateurs ont été enregistrés, soit un taux d'utilisation de la planification familiale de 19%.*



# Zéro besoin non satisfait en planification familiale

L'UNFPA fournit 75% des intrants de santé de la Reproduction au MSPP dans le respect des droits d'accès des titulaires de droits. En tant que détenteur d'obligations, le Gouvernement haïtien s'est engagé à contribuer financièrement à l'achat des contraceptifs de façon graduelle, grâce à l'appui de l'UNFPA.

De plus, le gouvernement haïtien a mis à l'échelle la stratégie dans tout le pays pour que la femme ou fille bénéficiaire la plus éloignée ait accès aux contraceptifs quel que soit le lieu où elle se trouve et à tout moment, tant dans les contextes de développement que dans les contextes humanitaires :

- **48% des établissements** de santé n'ont connu aucune rupture de stock.
- **94% des établissements de santé** proposent au moins 3 méthodes de planification familiale et 35% proposent au moins 5 méthodes.

- **6,252 acceptantes** de méthodes de contraception dont 2600 implants soit 41.6% sans les condoms dans le Grand Sud grâce à la générosité du gouvernement canadien.
- **224,000 grossesses non désirées évitées.** Près de la moitié des grossesses dans le monde sont des grossesses non intentionnelles, soit au total 121 millions chaque année. Les grossesses non désirées non évitées peuvent être lourdes de conséquences surtout pour les jeunes femmes enceintes qui peuvent être contraintes d'interrompre leurs études, ce qui les affecte psychologiquement et limite leur éducation.

Ces grossesses peuvent également présenter de graves risques physiques et avoir des effets négatifs sur le statut des jeunes femmes au sein de leur famille et de leur communauté. Plus de 60% des grossesses accidentelles se soldent par un avortement, et l'on estime que 45% des

interruptions volontaires de grossesse sont non médicalisées et à l'origine de 5 à 13% des décès maternels.

Disposer des savoirs nécessaires par les jeunes pour gérer leur vie amoureuse et sexuelle, et avoir accès aux contraceptifs peuvent éviter des grossesses non désirées.

La gamme de méthodes disponibles sur le territoire a été élargie en intégrant le DMPA-sous-cutané. Toute la stratégie de planification soutenue par l'UNFPA sous-tend l'autonomisation des femmes et des adolescent-e-s comme groupes prioritaires.

D'autres résultats de l'UNFPA à souligner :

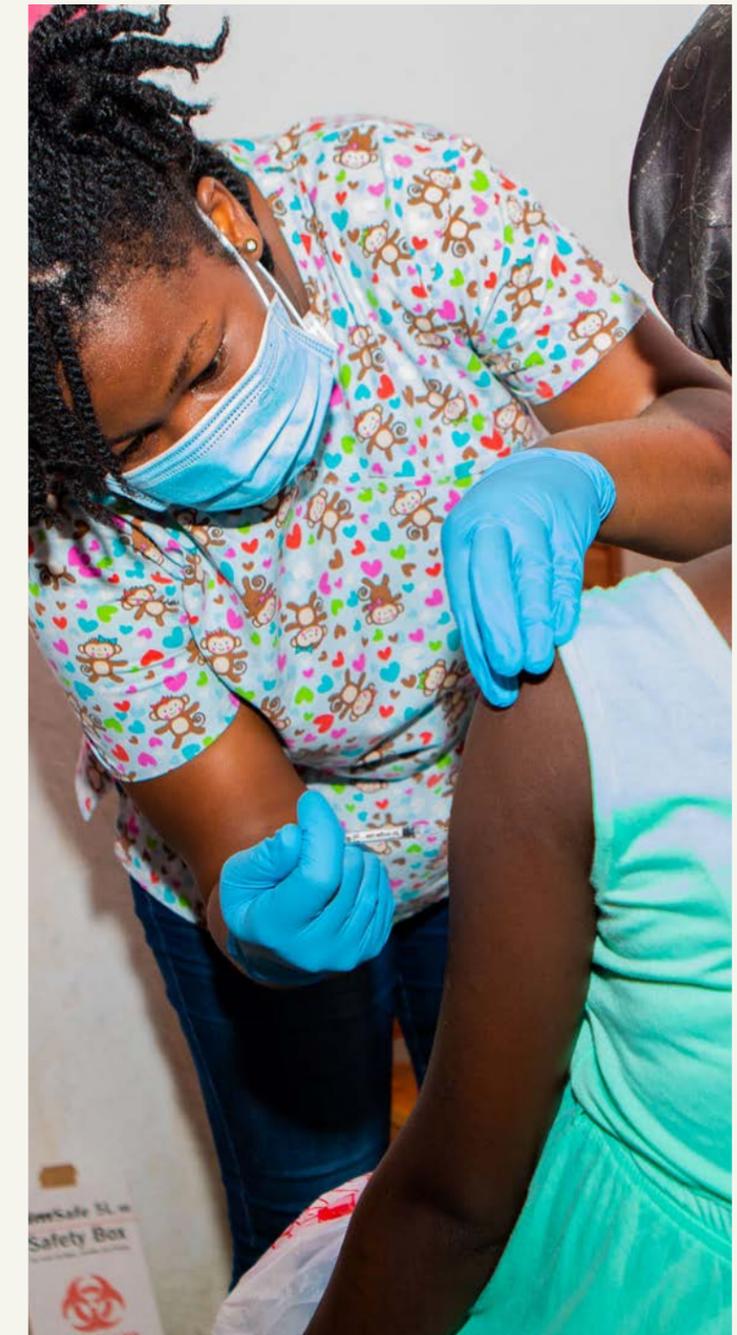
- **Acceptantes de méthodes de contraception:** 122,524 acceptantes n'incluant pas ceux et celles qui utilisent les condoms comme méthode dont 9,254 acceptantes de méthode de longue durée soit 7.55% de méthode de longue durée selon SISNU.
- **Au niveau des Départements appuyés directement :** 24,450 acceptantes dont 3,479 de longue durée, soit 14.22% de méthode de longue durée.
- **89 prestataires ont été formés** directement par l'UNFPA sur l'insertion et le retrait d'implants.

L'UNFPA en Haïti a reçu le rapport 2023 de l'enquête sur la rupture de stock des médicaments traceurs et des intrants de planification familiale au niveau national. Les résultats suivants ont été obtenus :

- **32.5% des institutions** offrent 5 méthodes de contraception.
- **91.9% des institutions** offrent des services de planification familiale.
- **90.5% des institutions** offrent trois méthodes de contraception.
- **69.8% des institutions** disposent des 7 médicaments traceurs.

- **60.3% des institutions** n'étaient pas en rupture de stock le jour de l'enquête.
- **49.2% des institutions** n'ont pas connu de rupture de stock 3 mois avant l'enquête.

Ces données de cette enquête nationale seront utilisées pendant trois ans jusqu'à la nouvelle enquête qui se tiendra en 2026.





## Les violences à l'encontre des femmes

Près de 76% des femmes ayant subi des violences physiques ou sexuelles, ont déclaré n'avoir pas recherché de l'aide, selon l'enquête sur la morbidité, la mortalité et l'utilisation des services (EMMUS VI).

En 2023, les violences perpétrées par des bandes armées contre la population haïtienne ont continué de s'étendre à travers le pays. Les femmes et les filles haïtiennes paient un lourd tribut à cette vague de violence. Les cas de viol ont augmenté de 49% entre janvier et décembre 2023 par rapport à la même période en 2022, selon le rapport annuel 2023 sur les VBG.

Les violences sexuelles contre les femmes et les filles sont utilisées comme arme de guerre, d'intimidation, de contrôle territorial et de domination. Au total, 3,017 cas de viols ont été signalés entre janvier et décembre 2023.

Selon le SISNU, 22,928 cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés et 7,522 cas d'agressions physiques contre des femmes ont été signalés entre janvier et décembre 2023.

Le gouvernement dispose d'un Plan National 2017-2027 de Lutte Contre les Violences Envers les Femmes et les Filles. Ce plan s'appuie sur des aspects liés à la prévention, à l'accueil, à la prise en charge et à l'accompagnement des femmes et filles victimes de violences spécifiques.



# 22,928

***cas de VBG ont été enregistrés et 7,522 cas d'agressions physiques ont été signalés entre janvier et décembre 2023.***



## Zéro violence basée sur le genre

La crise haïtienne s'étend sur plus de trois décennies. Ce qui en fait l'une des crises multiformes les plus longues à laquelle s'ajoutent le tremblement de terre dévastateur de 2010, l'ouragan Matthew en 2016 et le plus récent tremblement de terre de 2021. Le plan de réponse humanitaire de 2023 estime que plus de 5 millions de personnes auront besoin d'aide en (HNO 2024). Selon la Matrice de suivi des déplacements (DTM), un total de 146,584 personnes dont 139,853 dans la ZMAPP sont déplacées à l'intérieur du département de l'ouest en décembre 2023 soit à l'intérieur de leur propre pays où 90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Les conditions de vie des femmes et des filles se sont considérablement détériorées depuis le début de la crise et ont été exacerbées par des difficultés socio-économiques. La situation humanitaire en Haïti continue de se détériorer.

Le sous-cluster VBG estime que 1,171,183 personnes auront besoin d'assistance en 2023 soit 97% de filles et de femmes. Les principaux facteurs de risque de VBG sont l'incursion de gangs armés dans les communautés, les déplacements forcés de population et l'insécurité alimentaire. La violence des gangs dans la capitale Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite continue de s'intensifier, ciblant les femmes et les filles. La violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles est utilisée comme arme de guerre, d'intimidation, de contrôle territorial et de domination où les femmes vivant dans les zones contrôlées par les gangs appartiennent à ces gangs. La pauvreté et le chômage signifient que les femmes et les filles sont encouragées par leur propre famille ou leurs amis à développer des stratégies de survie négative avec les membres de gangs afin de subvenir à leurs besoins. **Selon le rapport d'OCHA**, "si l'aide humanitaire a été

une bouée de sauvetage pour beaucoup, elle n'est qu'un élément de la réponse aux conséquences de la crise actuelle que traverse Haïti".

La crise humanitaire est devenue institutionnelle puisqu'elle affecte les opérations des organisations des Nations Unies et des ONG.

**La réponse de l'UNFPA** vise une approche fondée sur les principes fondamentaux de l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix (le triple nexus) afin de répondre aux besoins pratiques et Intérêts des femmes et des filles dans une Haïti en proie aux escalades de violences des gangs.

En tant que principale agence des Nations Unies travaillant sur la violence basée sur le genre dans les crises humanitaires et appuyant les fournisseurs de services minimums d'urgence (DMU) en santé de la reproduction et VBG, l'UNFPA répond aux besoins de protection et d'intervention d'urgence, tout en coordonnant conjointement avec le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes le sous-secteur VBG. Ce mécanisme établi facilite la mise en place des voies de signalement et d'orientation des cas de VBG, le renforcement des capacités des partenaires en matière de gestion des cas de violence sexuelle et de violences faites aux femmes et aux filles en Haïti ainsi que la collecte et l'analyse des données grâce à un système de gestion de l'information sur la VBG (GBVIMS).

L'UNFPA travaille régulièrement avec les agences sœurs des Nations Unies pour analyser les risques éventuels liés aux opérations humanitaires et aux bénéficiaires. L'UNFPA travaille avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) sur le référencement des cas de VBG.

De plus, avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), **l'UNFPA met en oeuvre une aide en espèces (distribution Cash aux femmes enceintes, femmes déplacées) d'une valeur de 350 dollars américains pour répondre à**

**leurs besoins de base**, notamment les produits alimentaires, le transport pour se rendre aux services de santé, via des contrats de partenariat avec Sogebank utilisant Mon Cash comme le moyen le plus sûr et le plus confidentiel pour les bénéficiaires et leur permettant de couvrir leurs besoins prioritaires.

L'UNFPA est présent dans Artibonite en partageant un bureau avec l'UNICEF et a lancé une intervention d'urgence intégrée en matière de santé et de VBG depuis juillet 2023 dans le cadre du financement du CERF.

Ce faisant, l'UNFPA construit des partenariats pérennes avec les organisations locales de base gérées par des femmes et le réseau des organisations de femmes et des acteurs locaux et internationaux faisant partie du mécanisme de coordination du sous-secteur VBG. L'UNFPA renforce à la fois la prévention VBG, la fourniture de services vitaux essentiels qui soutiennent et sauvent les vies et la résilience. L'UNFPA renforce les structures et les prestations de santé en prise en charge médicale et psychosociale pour améliorer et augmenter à la fois la résilience individuelle des filles et femmes et la résilience communautaire. Cette dernière se réalise dans l'unique but contributif à la réduction des effets négatifs des risques de catastrophe et à la consolidation de la paix.

Plus de 50 % du financement de nos interventions sont dirigés vers des zones aux accès les plus difficiles, aux bénéficiaires les plus délaissés, en particulier les personnes vivant dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et lors des escalades de violences des gangs dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

## Grâce à nos interventions visant Zéro VBG, en 2023, nous avons touché de façon spécifique plus de :

 **22,918** cas de VBG ont bénéficié de services dans les structures de santé entre janvier et décembre 2023, soit 3017 cas de violences sexuelles dont 35% chez les filles, 8% chez les garçons, 52% chez les femmes et 5% chez les hommes, selon le SISNU, dans les 10 départements du pays et les données de deux de nos partenaires de la société civile.

 **7522** cas d'agressions physiques à l'encontre de femmes ont été signalés entre janvier et décembre 2023.

Il faut noter que ce sont les cas qui ont recherché des services dans les structures de santé. Considérant que toutes les structures de santé ne répondent pas directement au SISNU et selon EMMUS VI, 76% des survivantes de VBG ne recherchent pas d'aide, le nombre de cas peut être plus élevé.

 De façon spécifique, parmi la population de **1076 ados et jeunes survivantes de VBG ont eu accès aux services médicaux psychosociaux et pris en charge aux Centres GHESKIO**, soit 992 victimes, soit 311 adolescentes violences sexuelles (9% 10-14 ans, 15% 15-19 ans et 76 % de 20-24 ans et plus) avec une moyenne mensuelle d'au moins 28 cas de violence sexuelle dans l'Aire métropolitaine. 76% des agresseurs sont des gangs armés.

 **25** Établissements de santé ont bénéficié de 26 kits post-viol offrant une prise en charge médicale efficace et **12 "Espaces sûrs pour femmes et filles (GWSS)" soutenus dans les communautés touchées**, offrant des services de prévention et de réponse multisectorielle à la VBG.

 **570** Prestataires de services de santé, de services sociaux et acteurs humanitaires ont été formés selon une approche centrée sur les survivants en gestion de cas VBG, en DMU (Dispositif minimum d'urgence) et SSR (Santé sexuelle et reproductive) des adolescents dans les situations d'urgence.

**Avec le soutien du gouvernement du Canada, le projet "Provision de services vitaux de santé sexuelle et Reproductive et de protection dans le département de l'Ouest dans la région métropolitaine de Port-au-Prince" a permis que :**

 **15,006** femmes, adolescents, jeunes et hommes, incluant les personnes vivant avec un handicap, aient accès à des services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans un contexte humanitaire;

 **13,225** kits de dignité distribués aux 1,000 ménages directes;

**500** kits mama aux femmes et filles enceintes et allaitantes parmi les déplacées;

 **1,250** femmes et filles à risque de VBG et survivantes de VBG ont bénéficié d'une aide monétaire en espèces (Cash) pour les aider à se rétablir et à répondre à leurs besoins basiques les plus urgents.

**L'initiative Spotlight financée par l'Union européenne fait partie d'un mouvement mondial considéré comme le plus grand investissement ciblé dans les efforts visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles. En collaboration avec les OSC (GHESKIO, AFASDA) et les partenaires gouvernementaux (DSNE/MSPP), l'initiative Spotlight en Haïti nous a permis d'atteindre directement en 2023 :**

 **9,000** ados et jeunes sensibilisés et autonomisés pour lever les obstacles à la prévention VBG à travers les fonds de l'Union européenne et l'initiative Spotlight.

Grâce à cet investissement important dans la prévention de la violence sexuelle, 5,818 Futures activistes des droits des femmes de 10-19 WWans du Nord-Est et de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince ont été dotées d'informations et de compétences pour prendre de meilleures décisions concernant leurs droits à la santé et leurs droits reproductifs (SDSR) grâce à des activités de mentorat mises en œuvre dans le cadre du projet Spotlight par 42 jeunes filles mentorées.

Elles sont réparties en 2,818 dans 8 communes

(Caracol, Terrier-Rouge, Trou du Nord, Fort Liberté, Ferrier, Mont Organisé, Ouanaminthe et Mombin Crochu) des 13 communes du Nord-Est par AFASDA et 3000 dans les communautés et les zones les plus défavorisées de la région métropolitaine de Port-au-Prince, y compris Cité Soleil, La Saline, Village de Dieu, Cité de Dieu, Cité Plus, Basse Pilate, Carrefour Feuilles, Martissant et Grande Ravine par GHESKIO.

Avec l'appui de Spotlight et le soutien technique de l'UNFPA, AFASDA une organisation locale de défense des droits des femmes gérée par une femme a réalisé des dialogues communautaires pour une centaine de leaders communautaires des 8 communes du Nord-Est pour la promotion des normes sociales positives et la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles. L'initiative a également permis à l'engagement direct et volontaire de 42 leaders communautaires et trois organisations de la société civile partenaires de jouer un rôle de premier plan et d'apporter leur appui dans la mise en œuvre des activités de prévention qui ont outillé 2818 futures activistes de 10-19 ans à continuer des interventions similaires dans leurs communautés dans un impact immédiat pour contribuer à une meilleure connaissance des services essentiels de VBG. Elles ont été soutenues avec un impact futur pour investir l'espace de prise de décision, augmenter le leadership féminin dans leurs communautés.

 **284** filles-mères et/ou victimes de VBG ont bénéficié d'une autonomisation économique grâce :

-  À une formation vocationnelle diplômante en restauration (20) et Cosmétologie (20),
-  Au support scolaire à 173 filles pour leur réinsertion scolaire,
-  Appui en paiement de loyer aux ménages et familles de 21 adolescentes et jeunes déplacées en raison des violences des gangs,
-  À la fourniture de kits scolaires aux 50 autres bénéficiaires.



## Potentiel des jeunes

**18,302 (5,818 adolescentes, 12,484 jeunes) ont acquis des compétences de vie** pour faire des choix éclairés sur la Santé sexuelle et reproductive (SSR) et la Planification Familiale (PF) grâce à la générosité du gouvernement canadien.

**6,000 jeunes de plus de 18 ans et émancipés ont eu accès aux services adaptés** à la santé des jeunes et à la contraception moderne. Ils/elles sont devenu-e-s de nouveaux utilisateurs de planification familiale hors préservatifs, dont environ 10% sont des méthodes à long terme.

**96 jeunes leaders (42 hommes et 54 femmes) ont été formés aux méthodes de planification familiale** et aux stratégies de prévention de grossesses précoces et/ou non intentionnelles.

**60 filles et 12 garçons ont été formés en métiers** tels que le tressage, le crochet maquillage, installation d'onduleurs, panneaux solaires,

installation et surveillance de caméras.

**28 leaders de commissions jeunesse des structures socio-politiques d'Haïti** ont connaissance des engagements de l'État haïtien sur la participation politique des jeunes.

Ce sont des jalons posés pour le processus de création en Haïti d'une plateforme de jeunes pour la promotion auprès des jeunes et des adolescent-e-s des thématiques liées au mandat de l'UNFPA en vue de soutenir un principe crucial sur la santé des adolescents qui leur permettra d'avoir accès aux services de santé sexuelle et reproductive sans autorisation de leur tuteur.

En partenariat avec l'UNESCO, 102 inspecteurs scolaires ont été formés sur l'éducation à la sexualité, pour la promotion en milieu scolaire et dans les communautés des normes, attitudes et comportements positifs en matière d'égalité de genre.

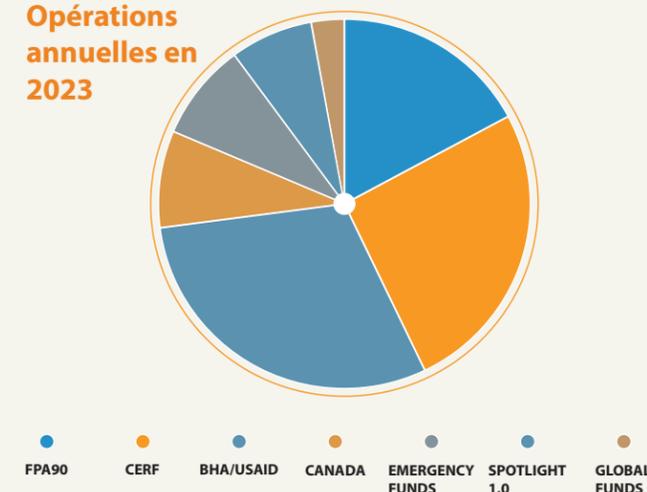
## Ressources externes de cofinancement mobilisées en 2023

Le bureau-pays de l'UNFPA en Haïti a réussi à atteindre **79.80% de son objectif annuel de mobilisation des ressources externes**, avec un montant de 8,778,544.72 USD en 2023 sur 11 millions espérés par an dans le cadre du CPD 2023-2023 pour l'ensemble de son programme de coopération avec Haïti.

**En ce qui concerne le produit 3 destiné à l'urgence humanitaire, le bureau pays en 2023 a triplé son objectif annuel de 313%** en mobilisant 7,2 millions sur 2,3 espérés.

Ses Opérations annuelles de 2023 sont distribuées ainsi : 2,9 millions USD du CERF, 2,5 millions de l'USAID, 1 million du CANADA, 835,000 pour le fonds d'urgence, 928 544,72 USD de l'Union européenne/ Spotlight 1.0 et 350 000 du Fonds Mondial.

### Opérations annuelles en 2023



Grâce à la confiance de ces bailleurs de fonds envers nos résultats et nos mécanismes de reddition de comptes, ces fonds nous ont permis de mettre en œuvre des activités pour prévenir et répondre aux urgences humanitaires et fournir un accès aux services de santé aux adolescents/jeunes et aux femmes en Haïti.





# La vision de l'UNFPA

L'UNFPA œuvre avec ses partenaires pour une Haïti où **chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger, et le potentiel de chaque jeune est accompli**. L'agence vise à réaliser l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive, et à réduire la mortalité maternelle en vue d'accélérer les progrès dans la mise en œuvre du Programme d'action issu de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Il s'agit en ce sens d'améliorer les conditions de vie des femmes, des adolescents et des jeunes, en se fondant sur la dynamique des populations, les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

L'UNFPA continue de soutenir le système de santé à travers des stratégies visant à

améliorer les prestations de services de qualité et appuyer la stratégie nationale de réduction de la mortalité maternelle.

Ses interventions à l'encontre des violences faites aux femmes et aux filles s'alignent à la fois sur la politique égalité femme Homme 2014-2030 et sur la stratégie de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles 2017-2027.

L'UNFPA en Haïti travaille en accord avec le nouveau plan stratégique conçu pour soutenir la réalisation des ambitions et des objectifs énoncés par la CIPD et l'Agenda 2030. L'UNFPA continue à œuvrer au profit des populations en Haïti dans un contexte marqué par une aggravation de la situation humanitaire.



Haïti

Garantir les droits et les choix  
pour toutes et tous

Fonds des Nations Unies pour la Population  
352, Av. John Brown – Bourdon  
Port-au-Prince - HAÏTI

---

**Rédaction** : Vario Sérant, Marie José Salomon, Yves  
Thermidor, Frisner Pierre, Christian Vovi  
**Design graphique** : Michael Ambroise